

ASSOCIATION DEV'UP CENTRE-VAL DE LOIRE

6 rue du Carbone
45072 ORLEANS

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2024

IN EXTENSO AUDIT

Agence : ORLEANS SUD - 38 rue de la Marine de Loire - 45100 ORLEANS - Tél : 02.38.22.22.23

Siège social : 106 Cours Charlemagne - CS4027 - 69286 LYON 02 - Tél. +33 (0)4 72 60 37 00

SA au capital de 38 112 euros

401 870 936 RCS Lyon B

Membre de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes de Lyon

In Extenso

AUDIT

ASSOCIATION DEV'UP CENTRE-VAL DE LOIRE

6 rue du Carbonne

45072 ORLEANS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association DEV'UP CENTRE-VAL DE LOIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

In Extenso

AUDIT

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes notamment assurés :

- Du correct enregistrement des subventions et de leur rattachement à l'exercice concerné,
- De la conformité des subventions comptabilisées avec l'ensemble des conventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

In Extenso

AUDIT

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

In Extenso

AUDIT

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orléans, le 03 juin 2025

IN EXTENSO AUDIT

Sébastien OBITZ

Commissaire aux Comptes Associé

Signé par Sébastien Obitz
Le 03/06/2025

ID : x-azU5gOqZ5B4

In Extenso
signature électronique

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	76 701	75 771	930	1 432
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	45 000		45 000	45 000
	Constructions	869 662	705 010	164 652	200 893
	Installations techniques mat. et outillage indus.	12 300	12 300		
	Autres immobilisations corporelles	752 142	542 378	209 765	113 458
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
ACTIF CIRCULANT	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	6 728		6 728	6 441
	TOTAL (I)	1 762 533	1 335 458	427 075	367 224
COMPTES DE REGULARISATION	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients usagers et comptes rattachés	527 017	49 500	477 517	843 456
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	429 646		429 646	659 252
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	787 814		787 814	766 702
	DISPONIBILITES	2 200 935		2 200 935	2 343 702
	Charges constatées d'avance	751 080		751 080	1 019 575
	TOTAL (II)	4 696 491	49 500	4 646 991	5 632 687
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	6 459 024	1 384 958	5 074 066	5 999 911
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				6 728	6 441
(3) dont à plus d'un an					

IN EXTENSO AUDIT
Commissaire aux Comptes

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Reserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	73 719	73 719
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	1 702 651	1 771 008
Fonds reportés et dédiés	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs		
	Excédent ou déficit de l'exercice	(116 307)	(68 357)
	Total des fonds propres (situation nette)	1 660 063	1 776 370
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	274 902	266 853
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	274 902	266 853
	Total des fonds propres	1 934 965	2 043 223
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	347 794	50 000
	Provisions pour charges	330 016	604 699
	Total des provisions	677 810	654 699
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts d'Etat et autres établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	422 396	609 762
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	720 082	797 012
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
TOTAL PASSIF	Autres dettes	108 263	365 609
	Produits constatés d'avance	1 210 550	1 529 606
	Total des dettes	2 461 291	3 301 989
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	5 074 066	5 999 911
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(116 307,03)	(68 357,27)
	(1) Dont à moins d'un an	2 461 291	3 301 989
	(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	133 150	131 150
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	3 077 842	3 200 007
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	6 820 372	6 394 725
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Repenses sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	360 497	72 251
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	5	689
	Total des produits d'exploitation	10 391 867	9 798 821
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	6 674	13 404
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	6 280 950	5 987 036
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	307 077	312 010
	Salaires et traitements	2 592 330	2 542 126
	Charges sociales	1 089 782	1 065 747
	Dotation aux amortissements et dépréciations	123 808	94 001
	Dotation aux provisions	347 794	29 078
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	154	1 282
	Total des charges d'exploitation	10 748 569	10 044 584
RESULTAT D'EXPLOITATION		(356 703)	(245 863)

IN EXTENSO AUDIT

Compte de Résultat

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(356 703)	(245 863)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	100 085	82 520
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change	10	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers		100 095	82 520
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		18
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			18
RESULTAT FINANCIER		100 095	82 502
RESULTAT COURANT avant impôts		(256 608)	(163 361)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	140 451	95 903
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		140 451	95 903
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	150	
	Sur opérations en capital		3 000
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		150	3 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL		140 301	92 903
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			(2 100)
TOTAL DES PRODUITS		10 632 412	9 977 245
TOTAL DES CHARGES		10 748 719	10 045 602
EXCÉDENT ou DÉFICIT		(116 307)	(68 357)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **5 074 066** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **10 632 412** euros et un total **charges** de **10 748 719** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-116 307** euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2024 et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les éléments figurant au bilan dans la rubrique immobilisations incorporelles comprennent la valeur du fonds de commerce.

Par application du règlement 2015-06 de l'ANC en date du 23 novembre 2015, le fonds de commerce n'est pas amorti.

A la clôture de l'exercice, le fonds de commerce fait l'objet d'une dépréciation par voie de provision lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur valeur nette comptable. L'estimation de ces actifs incorporels fait l'objet d'une revue périodique selon des méthodes constatées, adaptées au secteur d'activité. Dans les présents comptes annuels aucune provision pour dépréciation n'a été constatée.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

IN EXTENSO AUDIT
Commissaire aux Comptes

Règles et Méthodes Comptables

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

IN EXTENSO AUDIT
Commissaire aux Comptes

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p à p	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	76 701					76 701
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	76 701					76 701
CORPORELLES	Terrains	45 000					45 000
	Constructions sur sol propre	863 604					863 604
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement	6 059					6 059
	Instal technique, matériel outillage industriels	12 300					12 300
	Instal. agencement, aménagement divers	186 732		1			186 733
	Matériel de transport	225 952		135 898		103 744	258 106
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	316 391		16 397		25 485	307 303
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 656 037		152 296		129 229	1 679 104
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	6 441		287			6 728
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 441		287			6 728
TOTAL		1 739 179		152 584		129 229	1 762 533

IN EXTENSO AUDIT
Commissaire aux Comptes

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	75 268	502		75 771
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	75 268	502		75 771
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	662 711	36 241		698 952
	sur sol d'autrui				
	instal, agencement aménagement	6 058			6 058
	Instal technique, matériel outillage industriels	12 300			12 300
	Autres instal, agencement, aménagement divers	162 333	7 488		169 821
	Matériel de transport	181 046	25 879	103 744	103 181
	Matériel de bureau, mobilier	272 238	22 623	25 485	269 375
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 296 686	92 231	129 229	1 259 688
TOTAL		1 371 954	92 733	129 229	1 335 458

IN EXTENSO AUDIT
Commissaire aux Comptes

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	50 000	347 794	50 000	347 794
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	604 699		274 683	330 016
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	654 699	347 794	324 683	677 810
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo, financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	18 843	31 075	418	49 500
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	18 843	31 075	418	49 500
TOTAL GENERAL		673 542	378 869	325 101	727 310
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			378 869	325 101	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

IN EXTENSO AUDIT
Commissaire aux Comptes

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	6 728	6 728	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	70 014	70 014	
	Autres créances clients, usagers	457 003	457 003	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	5 000	5 000	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	2 100	2 100	
	Taxes sur la valeur ajoutée	74 544	74 544	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	345 236	345 236	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	2 766	2 766	
	Charges constatées d'avance	751 080	751 080	
TOTAL DES CREANCES		1 714 471	1 714 471	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max, à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	422 396	422 396		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	275 606	275 606		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	312 266	312 266		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	87 554	87 554		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	44 657	44 657		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	108 263	108 263		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	1 210 550	1 210 550		
TOTAL DES DETTES		2 461 291	2 461 291		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		422 580
Autres créances clients		2 673
Clients factures à établir	2 673	
Autres créances		419 906
Subv. état-europe à recevoir	344 736	
Etat produits à recevoir	500	
Divers produits à recevoir	2 766	
Intérêts courus	71 904	

IN EXTENSO AUDIT
Commissaire aux Comptes

Charges à payer

		31/12/2024
Total des Charges à payer		471 024
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		42 529
Factures non parvenues	42 529	
Dettes fiscales et sociales		427 883
Personnel prov congés payés	273 007	
Frais de déplacement à payer	2 599	
Org sociaux prov congés payés	144 694	
Org sociaux prov autres chges	6 479	
Etat charges à payer	1 105	
Autres dettes		612
Avoir à établir	612	

IN EXTENSO AUDIT
Commissaire aux Comptes

Charges et Produits constatés d'avance

31/12/2024	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION	751 080	1 210 550
Charges et Produits FINANCIERS		
Charges et Produits EXCEPTIONNELS		
TOTAL	751 080	1 210 550

--

IN EXTENSO AUDIT
Commissaire aux Comptes

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles	73 719				73 719
Réserves					
Autres réserves					
Report à nouveau	1 771 008	(68 357)			1 702 651
Excédent ou déficit de l'exercice	(68 357)	68 357		116 307	(116 307)
Situation nette	1 776 370			116 307	1 660 063
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	266 853		100 000	91 951	274 902
Provisions réglementées					
TOTAL	2 043 223		100 000	208 258	1 934 965

IN EXTENSO AUDIT
Commissaire aux Comptes

Annexe libre

FAITS SIGNIFICATIFS

Dev'up Centre-Val de Loire est l'Agence régionale de développement économique et social du Centre-Val de Loire.

Dans ce cadre, en fédérant l'ensemble des acteurs économiques régionaux, elle contribue notamment :

- au développement de l'innovation sous toutes ses formes ;
- au développement de l'internationalisation des entreprises ;
- à l'animation économique du territoire en partenariat avec les acteurs locaux publics et privés, notamment à travers la mise en place d'antennes à l'échelle départementale.
- à l'accompagnement des entreprises et de leurs réseaux par la détection de leurs besoins (financement, ressources humaines, transitions écologique, énergétique, numérique) ;
- à la mise en relation des acteurs de la Recherche publique avec les entreprises et les réseaux d'innovation ;
- à l'attractivité, à la construction de l'image économique et la promotion du territoire notamment pour attirer de nouveaux investisseurs ;
- à l'amélioration des politiques publiques à travers notamment la mise en place de veilles et d'outils d'aide à la décision (études, production de tableaux de bord, d'indicateurs d'évaluation...) ;
- à la mise en œuvre des politiques européennes à travers la détection d'opportunités et l'accompagnement de projets.

Subventions

L'association reçoit des subventions d'investissement. Ces dernières sont rapportées au résultat de l'association au fur et à mesure de l'amortissement des immobilisations qu'elles financent.

En 2024, l'association a perçu une subvention d'investissement de 100 000 € de la Région Centre-Val de Loire.

Dev'up Centre-Val de Loire a bénéficié également, par conventions, de subventions de fonctionnement en provenance :

• **de l'Europe**, dans le cadre des programmes FEDER, EEN (Enterprise Europe Network), ACTT4Cosmetics, Loire Valley Data Hub (LVDH), (cf compte 2024)

S'agissant des subventions FEDER action 3 dans le cadre du programme de diffusion de l'innovation et de l'accompagnement des TPE/PMI PME régionales, Dev'up Centre-Val de Loire a encaissé en 2024 :

- La totalité des 400 000€ attribués au titre de l'année 2023
- Un acompte de 270 000€ au titre des années 2024-2025, le financement conventionné couvrant ces deux années étant de 900 000€.

IN-EXTENSO AUDIT
Commissaire aux Comptes

Annexe libre

Au 31/12/2024, à mi-parcours, le taux de réalisation est de l'ordre de 52% sur ce projet de deux ans, avec l'inscription dans les comptes de produits d'un montant de 471 691€ au titre de 2024.

L'opération Loire Valley Data Hub (LVDH) s'inscrit dans le programme pluri-annuel européen d'innovation numérique visant à soutenir la transformation numérique des entreprises et des collectivités. L'action LVDH menée en Région Centre-Val de Loire regroupe sept partenaires dont l'association Dev'up qui en assure la coordination vis-à-vis des différents acteurs du projet.

L'opération LVDH est financée au moyen :

- D'une subvention FEDER Action 7, à hauteur de 50 %.
- D'une subvention émanant du programme Digital Europe, programme pour une Europe numérique de l'Union Européenne, à hauteur de 50 %

Dev'up comptabilise au 31/12/2024, les montants en produits de 131 045€ concernant le FEDER Action 7 et 131 045€ concernant le programme Digital Europe au vu des actions réalisées en 2024.

Le programme d'actions EEN (Enterprise Europe Network) conduit par l'Union Européenne vise à apporter aux bénéficiaires un accompagnement européen dans l'information sur un marché unique, le droit européen et dans l'aide au développement des projets d'internationalisation et d'innovation des entreprises.

Le programme EEN suivi par Dev'up est financé à 60% par l'Union Européenne, représentant un produit de 189 218€ inscrit dans les comptes 2024.

Le programme ACTT4Cosmetics, lancé également par l'Union Européenne, a pour objectif de favoriser le déploiement de l'innovation collaborative au sein des acteurs du domaine de la cosmétique.

L'opération suivie par Dev'up est financé à 50% par l'Union Européenne, représentant un produit de 11 795€ inscrit dans les comptes au 31/12/2024

● de l'Etat, au titre :

- du Contrat de plan Etat - Région Centre-Val de Loire 2021-2027, concernant notamment les projets stratégiques régionaux en matière d'innovation, de transfert de technologie, et dans le cadre du FNADT (Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire).

Ainsi la Préfecture de la région Centre-Val de Loire a versé à Dev'up en 2024 :

- 100 000 € au titre du FNADT,
- 40 000 € dans le cadre de la diffusion de l'innovation en région Centre Val de Loire par convention avec la DRARI (Délégation Régionale Académique à la Recherche et à l'Innovation), dont 12 000€ de solde au titre de 2023, le versement d'un solde de 12 000€ étant à solliciter au titre de 2024 avant le 31 mars 2025.

Annexe libre

● de la Région Centre-Val de Loire, pour les programmes européens EEN (40%), ACTT4Cosmetics (50%) et pour la mise en oeuvre du programme d'actions 2024 de DEV'UP dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation de la Région Centre-Val de Loire à hauteur d'un montant total versé à Dev'up de 5 600 000 € en 2024.

Concernant les actions collectives, des acomptes ont été versés auprès de fournisseurs en 2024 au titre de la réservation de surfaces d'exposition pour des salons se tenant en 2025. Imputés sur l'exercice 2024, ces charges sont reportées sur l'exercice 2025 de rattachement de l'action. Il est à cet effet reporté une quote-part de 287 000 € de la subvention de fonctionnement de la Région Centre-Val de Loire de l'exercice 2024 vers l'exercice 2025, tenant compte du besoin de financement complémentaire. Il en résulte la comptabilisation d'un produit constaté d'avance de 287 000 € dans les comptes 2024.

Cotisations des membres Dev'up

En 2024 l'Association a perçu des cotisations de ses membres à hauteur de 133 150€.

Actions collectives à caractère commercial

Les missions collectives à caractère commercial (salons, mini-expositions, missions sectorielles, actions assujetties à la TVA), réalisées en 2024, ont représenté environ 74 % du budget des actions de l'agence (hors masse salariale et frais de fonctionnement).

En 2024 l'ensemble de l'association DEV'UP est fiscalisée et soumise à l'impôt sur les sociétés.

Honoraires

Le montant des honoraires comptabilisés du Commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élève à 12 030,88€.

Informations relatives aux dettes fournisseurs et aux créances clients:

Le logiciel de la société ne permet pas à ce jour de calculer les délais de paiements fournisseurs et clients en application des dispositions de l'article L. 441-6-1 al 1 du code de commerce.

Salaires et charges :

Indemnités de fin de carrière (IFC)

Le calcul du montant de l'IFC a été mis en place dès 2017 suite à l'adoption de la Convention collective (CNER-UCCAR) et concerne, dans son mode de calcul, les personnels salariés de Dev'up ayant plus de 5 ans d'ancienneté au sein de l'agence.

En 2024, à la suite d'une analyse des provisions d'indemnité de fin de carrière constituées, tenant compte notamment de la pyramide des âges au sein de Dev'up, des incidences fiscales, de la démarche RSE engagée,

Annexe libre

il a été décidé par le Bureau de Dev'up d'externaliser une partie des IFC, soit à hauteur de 150 000€, auprès de la Société Générale Assurances, établissement retenu dans le cadre d'une consultation auprès de plusieurs prestataires, avec placement des fonds sur des supports garantis en capital

Provision pour litige :

La provision pour litige de 50 000€ constatée au 31/12/2017 a fait l'objet d'une reprise en 2024, suite à la conclusion d'un accord transactionnel entre les deux parties. Elle concernait le licenciement d'une salariée de l'ARITT en 2015 qui avait saisi le Conseil des Prud'hommes.

Un licenciement pour fautes graves a été prononcé en juillet 2020 à l'encontre d'un salarié de Dev'up, sans constitution d'une provision pour risques et charges à ce moment-là. Le dossier a fait l'objet d'une décision de radiation prononcée par le Conseil des Prud'hommes en date du 11 janvier 2022. Courant septembre 2022, la partie adverse a souhaité relancer la procédure auprès du Conseil des Prud'hommes. Le Conseil des Prud'Hommes a rendu son jugement en 2024 considérant que le licenciement repose sur une cause réelle et sérieuse mais qu'il n'est pas fondé sur un motif de faute grave. Au vu du jugement rendu, une provision pour risques et charges a été constituée en 2024 à hauteur de 347 794€ correspondant aux indemnités conventionnelles de licenciement, de préavis, de congés payés, charges patronales incluses.

L'association Dev'up fait appel de la décision rendue par le Conseil des Prud'Hommes.

IN EXTENSO AUDIT
Commissaire aux Comptes

